

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRÊTÉS DU MAIRE - Administration générale

JUIN 2021

ARR_2021_038	DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR COMMUNAL ET DU CORRESPONDANT RIL POUR L'ANNÉE 2022
ARR_2021_039	Concession_15ans_H1_QUINTIN
ARR_2021_040	Concession_30ans_NA4n°1_PELTEY
ARR_2021_041	Concession_15ans_R216_FICHOT
ARR_2021_042	Concession_30ans_R164_PRIVAT
ARR_2021_043	Concession_30ans_M264_FRANCOIS
ARR_2021_044	Concession_30ans_H89_FREMONT
ARR_2021_045	Concession_15ans_H13_CINQUIN
ARR_2021_046	Concession_15ans_NA3N°65_DESCHAMPS
ARR_2021_047	Concession_30ans_R215_PAYEN
ARR_2021_048	Concession_15ans_J148_REMOND
ARR_2021_049	Concession_15ans_H3_VILLALONGA
ARR_2021_050	AUTORISATION_OUVERTURE_TEMPORAIRE_DEBIT_BOISSONS_OMC_CHENOVE_19.11.2021

ARR_2021_051	AUTORISATION_OUVERTURE_TEMPORAIRE_DEBIT_BOISSONS_CYCLOS_RANDONNEURS_DIJONNAIS_01.11.2021
ARR_2021_052	NOMINATION JILALI MOUDENE AGENT DE GUICHET DE LA REGIE DE RECETTES PISCINE (CESSION FONCTIONS M.AGUILARD)
ARR_2021_053	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES – ADJOINT – BRIGITTE POPARD
ARR_2021_054	AODP_LES_ENFANTS_DE_JULES_FERRY_ÉCOLE_JULES_FERRY_21.06.21_AU_06.07.2021
ARR_2021_055	AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – RESTAURANT LE ROUGAIL – DU 14.06.2021 AU 17.10.2021
ARR_2021_056	NOMINATION OPHÉLIE PAGE MANDATAIRE SUPPLÉANTE DE LA RÉGIE UNIQUE
ARR_2021_057	PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE VÉTÉRINAIRE D'UN ANIMAL EN VUE DE PROCÉDER À UN EXAMEN COMPORTEMENTAL
ARR_2021_058	PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE VÉTÉRINAIRE D'UN ANIMAL EN VUE DE PROCÉDER À UN EXAMEN COMPORTEMENTAL
ARR_2021_059	AODP_AMIS_ADEPTES_DE_LA_MARCHE_NORDIC_19.09.2021
ARR_2021_060	AODP_MJC_BOITE_À_PHOTOS_MOBILE_19.08.2021
ARR_2021_061	AODP_MJC_BOITE_À_PHOTOS_MOBILE_21.07.2021
ARR_2021_062	AODP_MJC_BOITE_À_PHOTOS_MOBILE_15.07.2021
ARR_2021_063	AODP_MJC_BOITE_À_PHOTOS_MOBILE_08.07.2021
ARR_2021_064	DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURES À CHRISTIANE JACQUOT, 3E ADJOINTE, PATRICK AUDARD, 2E ADJOINT, ET JOËLLE BOILEAU, 7E ADJOINTE, SUITE ABSENCE DU MAIRE ET DE CERTAINS ADJOINTS POUR CONGÉ ESTIVAL
ARR_2021_065	AODP_VOLLEY_CLUB_CHENÔVE_04.07.2021

ARR_2021_066 AUTORISATION_OUVERTURE_TEMPORAIRE_DEBIT_BOISSONS_VOLLE
Y_CLUB_CHENÔVE_04.07.2021

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités locales,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,
Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1er),
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),
Vu le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,
Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,
Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

ARRÊTE**Article 1 :**

Est nommé en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2022 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 2 :

Le coordonnateur communal est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant :

Madame Catherine DENDEN en tant que coordonnateur suppléant.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 3 :

Est nommé en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2022 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.

Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 4 :

Le correspondant du répertoire d'immeubles localisés est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant :

Madame Catherine DENDEN en tant que correspondant du répertoire d'immeubles localisés suppléant.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois N°51-711 et n°78-17 susvisées.

Article 5 :

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Côte d'Or,
- Madame la trésorière principale de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Claudette QUINTIN** domiciliée **34 C boulevard de la Marne 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille QUINTIN**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 1 de 15 années,**
- **à compter du 21/12/2018 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement du 26/05/2021 et expirant le 21/12/2033.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **26/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Chantal PELTEY** domiciliée **5 rue Général Giraud 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille PELTEY**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la mini-concession NA4 n°1 de 30 années,**
- **à compter du 26/04/2021.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6560 du 26/04/2021 et expirant le 26/04/2051.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **552 € (CINQ CENT CINQUANTE DEUX EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **03/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Elisabeth FICHOT** domiciliée **75 D rue en Paillery 21850 SAINT-APOLLINAIRE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BRESSANT**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 216 de 15 années,**
- **à compter du 15/02/2018 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6556 du 13/04/2021 et expirant le 15/02/2033.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **03/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur Philippe PRIVAT** domicilié **33 cours Général de Gaulle 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille PRIVAT**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 164 de 30 années,**
- **à compter du 14/05/2023 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement Anticipé n° 6566 du 18/05/2021 et expirant le 14/05/2053.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **26/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur Marcel FRANÇOIS** domicilié **16 rue des Tulipes 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille FRANÇOIS**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession M 264 de 30 années,**
- **à compter du 26/04/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6559 du 26/04/2021 et expirant le 26/04/2051.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **03/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Claire FREMONT** domiciliée **16 rue du Ruisseau 21910 NOIRON SOUS GEVREY**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BÈCLE**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 89 de 30 années,**
- **à compter du 15/05/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6561 du 26/04/2021 et expirant le 15/05/2051.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **12/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Claude CINQUIN** domicilié **71 A rue de Talant 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille CINQUIN**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 13 de 15 années,**
- **à compter du 26/05/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6563 du 03/05/2021 et expirant le 26/05/2036.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **26/05/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Anne-Marie PAYEN** domiciliée **30 rue de Mazy 21160 MARSANNAY-LA-CÔTE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BARRAUX**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 215 de 30 années,**
- **à compter du 22/02/2018 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6555 du 09/04/2021 et expirant le 22/02/2048.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (CINQ CENT VINGT HUIT EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **21/04/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur Denis RÉMOND** domicilié **4 boulevard Edouard Branly 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille RÉMOND**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession J 148 de 15 années,**
- **à compter du 12/04/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6557 du 14/04/2021 et expirant le 12/04/2036.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **21/04/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Yvette VILLALONGA** domiciliée **36 rue du Morey Saint Denis 21300 CHENÔVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille MALLE**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 3 de 15 années,**
- **à compter du 18/10/2020 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6509 du 08/10/2020 et expirant le 18/10/2035.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (DEUX CENT QUINZE EUROS)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **21/04/2021**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 08/06/2021
Qualité : 2ème Adjoint

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 28/05/2021 formulée par Monsieur Jean-Luc GEORGEL, représentant de **L'OMC CHENÔVE** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **du 19/11/2021 à 18h00 au 21/11/2021 à 24h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'OMC de CHENÔVE est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), **à l'occasion du 5^{ème} festival de Jazz qui aura lieu du 19/11/2021 à 18h00 au 21/11/2021 à 24h00 à la salle des Fêtes.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 08/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte-d'Or,
Vu la demande du 01/06/2021 formulée par Monsieur Norbert GERARDIN, représentant de « **CYLCOS RANDONNEURS DIJONNAIS** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/11/2021 de 07h00 à 15h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

LES CYCLOS RANDONNEURS DIJONNAIS est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion de la rencontre des AS départementales ainsi qu'une épreuve de qualification OPEN féminine qui aura lieu le 01/11/2021 **de 07h00 à 15h00 à la Maison du Plateau.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 08/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté municipal n° 15 du 12 août 1985, portant création d'une régie de recettes, dite régie de recettes de la piscine municipale, et les arrêtés modificatifs n° 5 du 13 mai 1987, n° 72 du 18 janvier 1994, n° 20 du 14 octobre 1994, n° 38 du 9 octobre 1995, n° 38 du 6 mai 2004, n° 26 du 1er octobre 2009, n° 38 du 27 janvier 2011 et n° 117 du 14 septembre 2011 et la décision n° DEC_2019_26 du 20 juin 2019,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 4 juin 2021,

Vu l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 4 juin 2021,

Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 7 juin 2021

ARRÊTE**Article 1 :**

Monsieur Jilali MOUDENE est nommé mandataire « agent de guichet » de la régie de recettes pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes de la piscine municipale, en remplacement de Madame Monique AGUILARD qui cesse ses fonctions, à compter du 14 juin 2021, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci,

Article 2 :

Le mandataire «agent de guichet » ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal.

Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 3 :

Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 14/06/2021.

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,
Patrick AUDARD



Le mandataire suppléant,
Abdel Hamid BOUZIDI TIALI



Le régisseur titulaire,
Kamel ELKHSIM

[Signature]
Le mandataire suppléant,
Malika BOUDAIA

[Signature]
L'agent de guichet,
Jilali MOUDENE

[Signature] Vu, bon pour acceptation

[Signature] Vu, bon pour acceptation

[Signature] Vu, bon pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-15, L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-23,
Vu la délibération n° DEL_2020_013 du 25 mai 2020 fixant à 9 le nombre d'adjoints,
Vu la délibération n° DEL_2020_094 du 14 décembre 2020 portant modification des indemnités de fonction des élus,
Vu le procès-verbal d'élection des adjoints de Chenôve du 14 décembre 2020,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_250 du 15 décembre 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Madame Brigitte POPARD,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les adjoints au maire.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de mettre fin à l'arrêté n° ARR_2020_250 du 15 décembre 2020 susvisé remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

Madame Brigitte POPARD, 1^{re} adjointe au maire, reçoit délégation pour participer à la conception et à la mise en œuvre du projet municipal, intervenir et prendre toute mesure relative aux actions de la commune, dans les domaines concernant **la Cohésion sociale et urbaine, les Projets de ville et les Habitats, la Politique de la ville, la Transition écologique, les Relations humaines et sociales et les Sports.**

À ce titre et dans ces domaines, elle est habilitée à :

- Étudier et faire étudier des projets d'actions et de réalisations,
- Être force de proposition et d'aide à la décision auprès du maire,
- Vérifier la bonne exécution des décisions prises.

Par ailleurs, Madame Brigitte POPARD pourra examiner toutes les questions relatives au budget de la commune (préparation, exécution) dans les domaines où elle a reçu délégation.

Article 3 :

La présente délégation étant consentie par le maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, Madame Brigitte POPARD rendra compte au maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

La présente délégation reste valable tant qu'elle n'aura pas été rapportée en tout ou partie.

Article 4 :

Madame Brigitte POPARD accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation.

Elle est habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires, en particulier ceux du maire et/ou du bureau municipal, les missions ressortant de sa délégation de fonctions.

Elle exerce les fonctions relatives à ses délégations en lien avec le cabinet du maire, la direction générale des services, les différents services concernés et le Centre Communal d'Action Sociale et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre.

Article 5 :

Il est donné délégation de fonctions et de signatures pour tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions, la certification exécutoire des actes et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité, bons de commande de moins de 4 000 € TTC, en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil départemental et le Conseil régional, Dijon métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés inférieurs à 40 000 € HT et leurs modifications ainsi que des marchés et accords-cadres passés selon une procédure formalisée (articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique) et leurs modifications y compris lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.

Dans le domaine de la Cohésion Sociale et urbaine, des Projets de ville et des Habitats et de la Politique de la ville, Madame Brigitte POPARD est habilitée à signer, avec l'aide du conseiller municipal délégué à l'urbanisme et le conseiller municipal délégué au logement :

- Tout document relatif au droit d'occupation des sols, à l'action foncière et à l'urbanisme opérationnel,
- Tous les actes relevant de ces domaines, à caractère général et particulier,
- Toutes les autorisations relatives à des travaux qui conduisent à la création, l'aménagement, ou la modification d'un établissement recevant du public, ainsi que les autorisations d'urbanisme afférentes,
- Tous les courriers et les actes relatifs à la conduite de la politique du logement et des habitats sur le territoire communal.

Dans le domaine des Relations humaines et sociales, Mme Brigitte POPARD est habilitée à signer :

- Les contrats de travail du personnel non titulaire sur emplois non permanents et leur renouvellement (saisonnier, accroissement temporaire),
- Les arrêtés d'avancement de grade, de reclassement ou intégration dans un grade suite réforme statutaire, les arrêtés d'avancement d'échelon et de promotion interne,
- Les courriers d'avertissement ou de blâme liés à une procédure disciplinaire engagée à l'encontre d'un agent de la commune,
- L'ensemble des documents administratifs et des bordereaux afférents à la paie. Sur ce dernier point, sont concernés autant les bordereaux mensuels de mandats que les bordereaux de mandats et/ou de titres de régularisations de paie,
- Les ordres de missions permanents du personnel,
- Les bulletins de formations gratuites,
- Les dossiers et les états liés aux formations,
- Les états de services pour concours et examens,
- Les autorisations de conduite de véhicules et d'engins, les habilitations électriques et autres pour le personnel détenteur d'une technicité,

- Les attestations (emplois, heures, CPAM, CAF, Assedic, certificats de travail, solde de tout compte, etc.),
- Les courriers de réponse négative aux demandes de stage et aux demandes d'emploi,
- Les déclarations d'accident du travail et les courriers relatifs à l'imputabilité au service,
- Les décisions relatives aux absences pour activités syndicales (décharges, autorisations spéciales d'absence),
- Les réponses aux enquêtes (INSEE, CNFPT, DGCL).

Article 6 :

Lorsque la délégation entraîne une signature, la signature de l'adjointe sera précédée de la mention « par délégation du Maire ».

Article 7 :

La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 08/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 10 juin 2021 de **l'association « Les enfants de Jules Ferry »**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper l'impasse de l'école Jules Ferry de Chenôve, pour exposer des œuvres produites par les enfants de maternelle et élémentaire, **du 21/06/2021 au 06/07/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association « Les enfants de Jules Ferry », représentée par Madame Barbara MATHIAN, est autorisée à occuper l'impasse de l'école Jules Ferry pour exposer des œuvres produites par les enfants de maternelle et élémentaire, **du 21/06/2021 au 06/07/2021**,

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, l'association **Les enfants de Jules Ferry** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2211-1, L.2212-1, L.2212.2, L.2213-6 ainsi que son article R.2241-1,
Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ses décrets et arrêtés d'application,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code pénal,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons dans le département de la Côte-d'Or,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 relatif à la lutte contre les nuisances sonores,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° DEL_2020_110 du 14 décembre 2020 fixant la redevance des terrasses de plein air,
Vu la demande du 11 juin 2021 de Mme Hanta RAMANANTSOA, gérante du restaurant Le Rougail, consistant en l'installation de sa terrasse commerciale, située sur l'Esplanade de la République, face au Cèdre, domaine public de la commune de Chenôve.

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer et de définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des emprises de terrasses autorisées sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements similaires.

ARRÊTE**Article 1 :**

Du 14 juin au 17 octobre 2021, Mme Hanta RAMANANTSOA, gérante du restaurant Le Rougail, est autorisée à installer une terrasse commerciale ouverte, et corrélativement à occuper la parcelle du domaine public, située sur l'Esplanade de la République, à Chenôve.

Article 2 :

L'autorisation est accordée sur une emprise de 44 m² conformément au plan annexé au présent arrêté. Étant précisé que toute nouvelle installation sur l'emprise devra être précédée d'une nouvelle autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La Ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

L'occupation de la terrasse est autorisée aux heures d'ouvertures des commerces et ne devra en aucun cas excéder 2 heures du matin (hors périodes de couvre-feu). Le bénéficiaire de l'autorisation devra veiller à ce que ni la manipulation du mobilier, ni la clientèle ne soient à l'origine de nuisances sonores pour le voisinage. Aucun dispositif de diffusion de musique n'est autorisé sur la terrasse en dehors de demandes d'autorisation spécifiques liées à des animations ponctuelles.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 6 :

Sur la période précisée à l'article 1 du présent arrêté, le bénéficiaire acquittera, le 1^{er} de chaque mois, auprès du régisseur de la Régie de Recettes des Marchés, la somme de 176,00 € (cent soixante seize euros), correspondant à 4 € du mètre carré au titre du tarif applicable au 1^{er} janvier 2021 pour la redevance des terrasses de plein air.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra impérativement laisser libre l'accès aux tampons de réseaux d'eaux pluviales et usées ainsi qu'aux vannes de fermeture des branchements d'eaux potables. En cas d'intervention impérative, lourde, la Ville de Chenôve se réserve le droit de faire procéder au démontage d'urgence de ladite terrasse.

Article 9 :

La Ville de Chenôve se réserve le droit de demander exceptionnellement au bénéficiaire la fermeture de la terrasse lors de la période précitée, dans le cadre d'une manifestation prenant lieu et place au même endroit.

Article 10 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 11 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 12 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 13 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 15/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté n° 119 en date du 14 septembre 2011 instituant une régie de recettes « REGIE UNIQUE » auprès de la Direction des Finances de la commune de CHENOVE, modifié par les arrêtés n°62 du 30 janvier 2012, n°192 du 8 juin 2012, 118 du 20 mai 2015, n°375 du 5 octobre 2016, n°134 du 31 août 2017, n°164 du 29 septembre 2017, la décision n°2018_16 du 9 juillet 2018, la décision n°2019_15 du 30 avril 2019, la décision n°2020_17 du 22 juin 2020, la décision n°2020_26 du 14 août 2020 ainsi que la décision n°2020_27 du 6 octobre 2020,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 16 juin 2021,
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 17 juin 2021,

ARRÊTE

Article 1 :

Madame Ophélie PAGE est nommée, à compter du 19 juillet 2021, mandataire suppléante de la régie de recettes « REGIE UNIQUE », en remplacement de Madame Aurélie LUCAS qui cesse ses fonctions à la Ville de CHENOVE, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de la régie.

Article 2 :

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 3 :

Le mandataire suppléant ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 4 :

Le mandataire suppléant est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

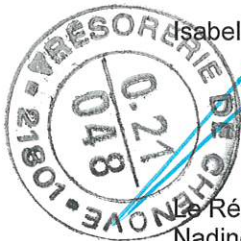
Article 5 :

Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 24 juin 2021

Le Comptable Public,

Isabelle GUILLAUME



Le Régisseur titulaire,
Nadine BRAULT

Vu, bon pour acceptation

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,
Patrick Audard



Le mandataire suppléant,
Ophélie PAGE

Vu, bon pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Rural et notamment les articles L.211-11, L.211-14-1, L ;211-14-2 et R.223-35,
Vu l'arrêté du 21 avril 1997 relatif à la mise sous surveillance des animaux mordeurs ou griffeurs,

Vu l'arrêté préfectoral de la Côte-d'Or n°385/2009/DDSV portant désignation des vétérinaires inscrits sur la liste départementale en vue de pratiquer des évaluations comportementales canines,

Vu la déclaration de morsure par un chien faite par Monsieur Cheick THIENTA en date du 09 juin 2021,

Considérant que le chien femelle, de type malinois, dénommé « YNAYA », puce n° 250269802561670 appartenant à Monsieur Jordan WERY, a mordu M. THIENTA le 9 juin 2021, qu'il avait précédemment mordu Monsieur Michel TAFFINEAU le 27 mai 2021 à 14h50 à AUXERRE, et Monsieur Sébastien LAMBERT-BATAILLE le 27 octobre 2020,

Considérant qu'il y a lieu de placer sous surveillance d'un vétérinaire, pendant une période de quinze jours, et de faire procéder à un examen de l'animal par un vétérinaire de la liste départementale des vétérinaires inscrits pour pratiquer des évaluations comportementales canines.

ARRÊTE**Article 1 :**

Monsieur Jordan WERY, sans domicile fixe, propriétaire du chien, est mis en demeure de mettre sous surveillance d'un vétérinaire son animal pendant une durée de quinze jours, et de faire procéder pendant la surveillance à l'évaluation comportementale dudit chien et aux vérifications antirabiques.

Article 2 :

Monsieur Jordan WERY est tenu de procéder aux prescriptions de l'article 1 dans un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur Jordan WERY informe, dans les meilleurs délais, le Maire de l'identité du vétérinaire choisi sur la liste départementale issue de l'arrêté Préfectoral de la Côte-d'Or N°385/2009/DDSV.

Article 4 :

Monsieur Jordan WERY doit faire connaître au Maire, dans un délai de huit jours à compter de l'examen du chien, les résultats de l'évaluation comportementale.

Article 5 :

La totalité des frais de mise sous surveillance sanitaire et d'évaluation comportementale, y compris les éventuels frais supplémentaires, sont à la charge de Monsieur Jordan WERY, propriétaire de l'animal.

Article 6 :

En cas d'inexécution des prescriptions de l'article 1, 2 et 4 du présent arrêté, le Maire placera le chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci.

Article 7 :

En cas d'exécution de l'article 6 et à défaut d'obtenir les garanties nécessaires aux mesures prescrites, le Maire, à l'issue d'un délai franc de huit jours, autorisera le gestionnaire du lieu de dépôt, à procéder soit au placement de l'animal en fourrière soit de procéder à son euthanasie.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or,
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- la Police Municipale,
- Monsieur Jordan WERY.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 25/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Rural et notamment les articles L.211-11, L.211-14-1, L.211-14-2 et R.223-35,
Vu l'arrêté du 21 avril 1997 relatif à la mise sous surveillance des animaux mordeurs ou griffeurs,
Vu l'arrêté préfectoral de la Côte-d'Or n°385/2009/DDSV portant désignation des vétérinaires inscrits sur la liste départementale en vue de pratiquer des évaluations comportementales canines,
Vu la déclaration de morsure par un chien faite par Monsieur Cheick THIENTA en date du 09 juin 2021,

Considérant que le chien mâle, noir, de race croisé labrador, dénommé « LUCKY », puce n° 250269802208326 appartenant à Monsieur Jordan WERY, a mordu M. THIENTA le 9 juin 2021, qu'il avait précédemment mordu Monsieur Yves CORNILLE le 2 juin 2021 à 09h00 à AUXERRE,

Considérant qu'il y a lieu de placer sous surveillance d'un vétérinaire, pendant une période de quinze jours, et de faire procéder à un examen de l'animal par un vétérinaire de la liste départementale des vétérinaires inscrits pour pratiquer des évaluations comportementales canines.

ARRÊTE**Article 1 :**

La SPA des Cailloux, 5 rue Django Reinhardt à 21000 DIJON, détenant le chien de Monsieur Jordan WERY, sans domicile fixe, est mise en demeure de mettre sous surveillance d'un vétérinaire son animal pendant une durée de quinze jours, et de faire procéder pendant la surveillance à l'évaluation comportementale dudit chien et aux vérifications antirabiques.

Article 2 :

La SPA des Cailloux, est tenue de procéder aux prescriptions de l'article 1 dans un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

La SPA des Cailloux informe dans les meilleurs délais, le Maire, de l'identité du vétérinaire choisi sur la liste départementale issue de l'arrêté Préfectoral de la Côte-d'Or N°385/2009/DDSV.

Article 4 :

La SPA des Cailloux doit faire connaître au Maire, dans un délai de huit jours à compter de l'examen du chien, les résultats de l'évaluation comportementale.

Article 5 :

La totalité des frais de mise sous surveillance sanitaire et d'évaluation comportementale, y compris les éventuels frais supplémentaires, sont à la charge de Monsieur Jordan WERY, propriétaire de l'animal.

Article 6 :

En cas d'inexécution des prescriptions de l'article 1, 2 et 4 du présent arrêté, le Maire,

placera le chien dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci.

Article 7 :

En cas d'exécution de l'article 6 et à défaut d'obtenir les garanties nécessaires aux mesures prescrites, le Maire, à l'issue d'un délai franc de huit jours, autorisera le gestionnaire du lieu de dépôt, à procéder, soit au placement de l'animal en fourrière soit de procéder à son euthanasie.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or,
- Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- la Police Municipale,
- Monsieur Jordan WERY,
- SPA des Cailloux à DIJON.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 25/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 18 juin 2021 de **l'association « Amis adeptes de la marche nordic »**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la Maison du Plateau et ses environs, pour une journée découverte de la marche nordique, **le 19/09/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association « Amis adeptes de la marche nordic », représentée par Monsieur Jean ROCCHI, est autorisée à occuper la Maison du Plateau et ses environs, pour une journée découverte de la marche nordique, **le 19/09/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, l'association **« Amis adeptes de la marche nordic »** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 25/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 25 juin 2021 de la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la plaine Herriot dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 19/08/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

La **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper la plaine Herriot, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 19/08/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 25 juin 2021 de la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la place Bazin dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 21/07/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

La **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper la place Bazin, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 21/07/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 25 juin 2021 de la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la plaine Kennedy, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 15/07/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

La **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper la plaine Kennedy, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 15/07/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 25 juin 2021 de la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper le parc urbain, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 08/07/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

La **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve**, représentée par Madame Nathalie MATA, est autorisée à occuper le parc urbain, dans le cadre de sa manifestation « Boîte à photos mobile », **le 08/07/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, la **Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22, L.2122-23 et L.2131-1,
Vu les délibération n° DEL_2020_093 du 14 décembre 2020 portant élection des adjoints,
Vu l'arrêté n° ARR_2021_053 du 8 juin 2021 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Brigitte POPARD, 1^{re} adjointe,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_251 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à M. Patrick AUDARD, 2^e adjoint,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_252 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Christiane JACQUOT, 3^e adjointe,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_254 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Aziza AGLAGAL, 5^e adjointe,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_256 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Joëlle BOILEAU, 7^e adjointe,
Vu l'arrêté n° ARR_2020_258 du 15 décembre 2020 portant délégation de fonctions et de signatures à Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne, 9^e adjointe,

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints notamment,
Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'administration publique en organisant une délégation de fonctions et de signatures en raison de l'absence, de l'empêchement ou de l'indisponibilité temporaires du Maire et de certains adjoints au Maire sur la période estivale 2021 mentionnée ci-après.

ARRÊTE**Article 1 :**

Au cours de la période allant du 26 juillet au 1^{er} août 2021 inclus, délégation de fonctions et de signatures est accordée à Madame Christiane JACQUOT, 3^e adjointe, pour signer tout acte de toute nature dans les matières suivantes :

- Cohésion sociale et urbaine,
- Projets de ville et aux Habitats,
- Politique de la ville,
- Transition écologique,
- Relations humaines et sociales,
- Sports,
- Vie de la Cité,
- Administration générale,
- Finances,
- Commande publique,
- Tranquillité Publique,
- Travaux,
- Préservation et à la valorisation du patrimoine,
- Mémoire et au monde combattant,
- Handicap et Accessibilité pour tous,
- Économie sociale et solidaire.

Article 2 :

Au cours de la période allant du 2 août au 8 août 2021 inclus, délégation de fonctions et de signatures est accordée à Monsieur Patrick AUDARD, 2^e adjoint, pour signer tout acte de toute nature dans les matières suivantes :

- Cohésion sociale et urbaine,
- Projets de ville et aux Habitats,
- Politique de la ville,
- Transition écologique,
- Relations humaines et sociales,
- Sports,
- Tranquillité Publique,
- Travaux,
- Préservation et à la valorisation du patrimoine,
- Mémoire et au monde combattant,
- Handicap et Accessibilité pour tous,
- Économie sociale et solidaire.

Article 3 :

Au cours de la période allant du 9 août au 14 août 2021 inclus, délégation de fonctions et de signatures est accordée à Madame Joëlle BOILEAU, 7^e adjointe, pour signer tout acte de toute nature dans les matières suivantes :

- Cohésion sociale et urbaine,
- Projets de ville et aux Habitats,
- Politique de la ville,
- Transition écologique,
- Relations humaines et sociales,
- Sports,
- Éducation
- Handicap et Accessibilité pour tous,
- Économie sociale et solidaire.

Article 4 :

En mon absence, délégation de signatures est accordée à :

- Madame Christiane JACQUOT, 3^e adjointe, du 26 juillet au 1^{er} août 2021 inclus,
- Monsieur Patrick AUDARD, 2^e adjoint, du 2 août au 8 août 2021 inclus,
- Madame Joëlle BOILEAU, 7^e adjointe, du 9 août au 14 août 2021 inclus.

Article 5 :

Le présent arrêté de délégation se substitue, pour la période allant du 26 juillet au 14 août 2021 inclus, aux arrêtés portant délégation de fonctions et de signatures cités en visa du présent arrêté, suspendus pendant ladite période.

Les arrêtés cités en visa du présent arrêté seront de nouveau applicables à compter du 15 août 2021.

Article 6 :

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaires dans les affaires pour lesquelles les adjoints ont reçu délégation.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Madame le comptable public, Monsieur le Directeur général des services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R.2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2125-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-6 et suivants ainsi que son article R.2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la demande du 4 juin 2021 du **VOLLEY CLUB CHENÔVE**, par lequel l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper le Stade Léo Lagrange ou, en cas de mauvais temps, le Gymnase du Chapitre, **le 04/07/2021**,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE**Article 1 :**

Le **VOLLEY CLUB CHENÔVE**, représenté par Madame Séverine LESAVRE, est autorisé à occuper le Stade Léo Lagrange ou, en cas de mauvais temps, le Gymnase du Chapitre, dans le cadre d'un tournoi de volley, **le 04/07/2021**.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

L'association organisatrice, bénéficiaire de l'autorisation, prendra toutes les mesures nécessaires liées à la sécurité des personnes et des biens, notamment :

- Dans le contexte épidémique de COVID-19, le **VOLLEY CLUB CHENÔVE** fera respecter par les participants l'ensemble des mesures de distanciation physique et gestes protecteurs qui s'imposent,
- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

En cas d'événement météorologique exceptionnel (tempête, orage, etc), l'organisateur prendra les mesures adaptées aux circonstances.

Article 5 :

Les éventuelles animations et les prestations diverses organisées à l'occasion de la manifestation devront respecter la réglementation en vigueur, en particulier les bonnes règles de voisinage, notamment celles relatives au bruit.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle n'est ni cessible, ni transmissible et ne peut donc être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment pour un motif d'ordre public ou en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, aux services de gendarmerie nationale, services de police nationale, services de police municipale, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte-d'Or,
Vu la demande du 04/06/2021 formulée par Madame Séverine LESAVRE, représentante du « **VOLLEY CLUB CHENÔVE** » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 04/07/2021 de 09h00 à 21h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

VOLLEY CLUB CHENÔVE est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du Tournoi d'été 2021 qui aura lieu **le 04/07/2021 de 09h00 à 21h00 au Stade Léo Lagrange (ou au Gymnase du Chapitre si mauvais temps)**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 29/06/2021
Qualité : Maire